



LA JUSTICE FISCALE ET LA TRANSPARENCE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES : LES DEUX FACES DE LA MÊME PIÈCE

Il y a trois principales sources de revenus pour un gouvernement - (i) les recettes fiscales (ii) les recettes non fiscales et (iii) les emprunts. Mais l'imposition est au cœur du développement de tout pays. Des fuites d'informations importantes au cours des dernières années (Swissleaks ou Paradise Papers) montrent comment le réseau mondial des paradis fiscaux et le secret qu'ils engendrent continuent de prospérer et de porter atteinte à la capacité des pays riches en ressources à mobiliser les recettes domestiques pour soutenir leur développement.

QU'EST-CE QUE LA JUSTICE FISCALE ?

La justice fiscale consiste à s'assurer que toutes les personnes et les entreprises paient le montant d'imposition approprié pour assurer la viabilité et le fonctionnement de la démocratie. Cela permet aux États de collecter les recettes intérieures nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens, lutter contre les inégalités et promouvoir le bien-être social. En effet, il s'agit de s'assurer que tous les contribuables paient leur juste part d'impôts afin d'engendrer un développement durable et une démocratie qui fonctionne.

POURQUOI LA JUSTICE FISCALE EST IMPORTANTE

Un État opérationnel qui peut répondre aux besoins de base de ses citoyens doit s'appuyer sur ses propres revenus pour poursuivre son programme de développement. En utilisant le système fiscal, un État peut mobiliser des ressources nationales, redistribuer la richesse et fournir des services de base essentiels ainsi qu'une infrastructure pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Des structures fiscales efficaces peuvent également créer des incitations à améliorer la gouvernance, renforcer la représentation politique et lutter contre le détournement de fonds publics.

LE SECTEUR DES INDUSTRIES EXTRACTIVES ET LA JUSTICE FISCALE

Le pétrole, le gaz et les minéraux sont une ressource limitée. Cela rend encore plus important le fait que les revenus qu'ils génèrent soient investis dans les services publics, l'infrastructure et la diversification économique. C'est essentiel pour l'équité entre les générations et pour aider les économies à mener la transition vers une économie produisant peu de carbone (dans le cadre de la réponse au changement climatique).

Dans beaucoup de pays riches en ressources naturelles, la croissance dans le secteur des industries extractives

Au cours de l'envolée des prix des matières premières (2002-2008), le chiffre d'affaires du secteur minier à l'échelle mondiale a augmenté d'un facteur de 4,6, mais les revenus fiscaux perçus par les pays africains, par exemple, ont augmenté d'un facteur de seulement 1,15.¹

n'a pas abouti à une augmentation de l'imposition des revenus ou des avantages pour les citoyens en termes de services publics ou de réduction de la pauvreté. Elle a principalement bénéficié aux entreprises multinationales, à leurs actionnaires et à quelques personnes riches.

Dans de nombreux pays, le secteur des industries extractives ne paie sa juste part d'impôt en raison 1) d'incitations fiscales trop généreuses et 2) de l'évasion fiscale ou de pratiques fiscales agressives par les entreprises et les particuliers.

1) LES INCITATIONS FISCALES TROP GÉNÉREUSES OFFERTES PAR LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX

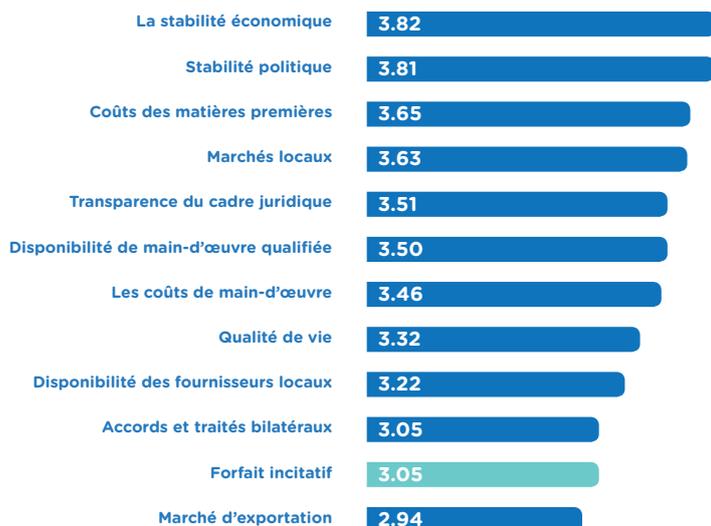
Celles-ci peuvent inclure des réductions, ou simplement de très faibles, de royalties et du taux de l'impôt sur les sociétés, des exonérations de taxes à l'importation ; des règles généreuses concernant les déductions pour amortissement et le traitement des pertes aux fins du calcul de l'impôt.

Bien que les incitations fiscales peuvent attirer les investissements, les entreprises multinationales considèrent aussi d'autres facteurs comme la stabilité économique et politique aux côtés de ces incitations, et il y a peu de preuves qui montrent que les incitations ont aidé les gouvernements à stimuler la croissance générale et le développement.

¹ Qu'avons-nous appris sur la fiscalité minière en Afrique

Voir le tableau suivant :

Facteurs liés au climat des affaires selon les sondages



Source: FMI

Il y a un manque de transparence sur les incitations fiscales que les gouvernements offrent et comment elles se comparent à la perte de recettes fiscales contre les prétendus avantages de l'extraction. Ce manque de transparence crée des occasions de corruption et peut saper la gouvernance du secteur extractif dans un pays.

2) L'ÉVASION FISCALE ET LES PRATIQUES FISCALES AGRESSIVES PAR LES ENTREPRISES ET LES PARTICULIERS

Dans de nombreux pays en développement, le secteur des industries extractives ne crée pas un nombre important d'emplois pour les populations locales - de sorte qu'elles ne bénéficient pas directement des incitations qui sont offertes. Cela rend encore plus important le fait que l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) soit payé pour que les recettes fiscales puissent être investies dans les services publics et les infrastructures.

Cependant, les grandes entreprises trouvent souvent des moyens intelligents d'éviter de payer leur juste part d'impôt dans les pays où elles engrangent des profits en raison de points faibles dans le système d'imposition global. Dans les pays en développement, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que les services du Budget, se caractérisant par leur faiblesse et leur manque de ressources, puissent s'en prendre à ces entreprises qui disposent souvent de puissants alliés au sein du gouvernement.

COMMENT PCQVP ET LE MOUVEMENT POUR LA JUSTICE FISCALE PEUVENT-ILS TRAVAILLER ENSEMBLE ?

Dans de nombreux pays, les membres de PCQVP sont activement engagés dans des discussions portant sur l'imposition. Ce document de réflexion (et le webinaire accessible via le lien) constitue une tentative d'impliquer un plus grand nombre de membres et de coalitions dans le débat sur le rôle de PCQVP dans la justice fiscale.

² Hubert, Don (2017) : Les nombreuses façons de perdre des milliards

« Les entreprises multinationales sont fortement incitées à transférer leurs profits dans une autre juridiction, en raison des différences de charge fiscale entre les pays producteurs, les pays où elles ont leur siège et les paradis fiscaux. Grâce à des réseaux complexes de filiales, les entreprises font transiter leurs profits depuis les pays producteurs fortement taxés vers des juridictions pratiquant une fiscalité moindre, tout en déplaçant les coûts vers ces mêmes pays producteurs fortement taxés. »²

Le rapport de PCQVP Canada intitulé « Les nombreuses façons de perdre des milliards »

Sur les incitations fiscales

- PCQVP peut plaider à tous les niveaux pour plus de transparence dans les incitations fiscales offertes par les gouvernements nationaux et la divulgation des contrats et des engagements afférents entre le gouvernement et les entreprises. (Chaîne pour le changement, étape 4)
- PCQVP devrait aussi plaider pour le renforcement de la surveillance et une plus grande participation de la société civile et des communautés touchées par l'exploitation minière dans les discussions sur les avantages prévus (et les coûts) de l'extraction.

Sur l'évasion fiscale et les pratiques fiscales dommageables

- PCQVP a le potentiel de mobiliser de manière transnationale (à la fois dans le pays où se déroule l'extraction et dans celui où une société multinationale est immatriculée) et d'utiliser les informations pour « suivre l'argent » et mettre en lumière les pratiques fiscales dommageables.

QUESTIONS FOR LES MEMBRES PCQVP

- PCQVP devrait-elle former un partenariat ou une alliance plus explicite avec le Mouvement pour la justice fiscale ?
- PCQVP devrait-elle investir des ressources dans les principales zones de chevauchement entre son accent principal mis sur le secteur des industries extractives et celui placé par le Mouvement pour la justice fiscale sur les paradis fiscaux et le secteur offshore ?
- PCQVP devrait-elle (sur une base volontaire) renforcer la capacité de la coalition à « suivre l'argent » et comprendre comment les faiblesses du régime fiscal international influent sur leur pays ?
- PCQVP devrait-elle documenter les expériences de la coalition au sujet du travail sur les questions fiscales ?